



## **Pour le retrait du projet de réforme, amplifions les grèves et les mobilisations**

Une nouvelle fois, la mobilisation ce 9 janvier a été exceptionnelle par son ampleur et son caractère interprofessionnel. Elle a été également puissante dans le secteur de l'éducation.

Cette situation démontre le rejet massif et croissant du projet de régime unique de retraites par points voulu par le gouvernement et refusé par la majorité de la population.

Les organisations syndicales CGT Éduc'action – FSU – FNEC FP FO – SNALC – SUD Éducation - FAEN réaffirment que le projet de régime unique par points conduirait inévitablement au recul des droits à la retraite tant en termes de niveau de pension que d'âge auquel les salarié-es d'aujourd'hui et de demain pourront bénéficier d'une retraite décente.

Sous la pression de la mobilisation, le gouvernement communique sur des hausses possibles de salaires des enseignants, sous forme de primes, mais le ministre de l'Éducation n'a donné aucune réponse concrète aux organisations syndicales qui demandent d'ouvrir de réelles négociations sans préalable pour des augmentations de salaire sans contrepartie.

C'est pourquoi nos organisations appellent, dès demain et dans les jours qui suivent, l'ensemble des personnels de l'éducation à renforcer la grève, y compris reconductible là où les personnels le décident, pour maintenir et augmenter le rapport de force. Elles appellent à faire du samedi 11 janvier une journée de manifestation et de mobilisation massive de toute la population, pour obtenir le retrait de ce projet et l'ouverture de véritables négociations sur l'emploi, les salaires, les cotisations et l'amélioration du droit à la retraite dans le cadre d'un système par répartition solidaire et des régimes existants.

**Les organisations syndicales CGT Éduc'action – FSU – FNEC FP FO – SNALC – SUD Éducation – FAEN appellent à de nouvelles manifestations et actions le 11 janvier, à se mettre massivement en grève dès le 14 et à poursuivre la mobilisation les 15 et 16 janvier. Elles appellent à réunir partout les assemblées générales pour mettre en débat les modalités permettant de poursuivre la mobilisation dans le cadre de la grève lancée le 5 décembre.**

Paris, le 10 janvier 2020